

*Article 21 du Règlement*

groupes ethniques, et ce, semble-t-il, parce qu'il avait des obligations ailleurs, alors qu'il avait accepté depuis plusieurs semaines d'être le président d'honneur de ce même souper.

Un jour il répudie le député de Winnipeg-Assiniboine (M. McKenzie) et les autres députés de son parti à propos de leur position concernant le bilinguisme; un jour il prétend que la dissidence n'est pas permise au sein de son parti à ce sujet, sujet aussi important que le bilinguisme; un autre jour il admet qu'il peut y avoir dissidence sur certains aspects.

Je pense que les francophones du Canada se souviendront de ce que le leader de l'Opposition officielle a fait pour la cause du bilinguisme au Canada en ne se «branchant» jamais.

\* \* \*

[Traduction]

**LA COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ**

ON DEMANDE UN AUTRE PAIEMENT PROVISOIRE POUR L'ORGE

**M. Stan Schellenberger (Wetaskiwin):** Monsieur le Président, heureusement pour les producteurs de céréales fourragères de l'Ouest, les prix du marché libre augmentent rapidement et dépasseront bientôt de 30 à 35c. le boisseau les prix offerts initialement par la Commission canadienne du blé. En raison de la stabilité relative des prix mondiaux qui a été favorisée par le programme de paiement en espèces des États-Unis et la sécheresse, la Commission canadienne du blé devrait offrir de meilleures conditions à nos producteurs. Cela ne peut se faire que si le gouvernement autorise un autre paiement provisoire pour l'orge et une augmentation du prix de l'orge de maltage et de l'avoine.

Il y a suffisamment d'argent en caisse pour satisfaire à cette demande. S'il n'y a pas d'autres paiements provisoires, les agriculteurs auront peut-être versé jusqu'à un milliard de dollars d'ici la fin de l'année-récolte. Ils ont besoin de cet argent maintenant pour leurs semailles de printemps. Il faut également que le gouvernement intervienne à l'égard du Fonds de stabilisation du grain de l'Ouest, des taux d'intérêt agricoles et surtout qu'il prolonge le programme de bonification des prêts de la Société du crédit agricole, et qu'il se préoccupe du prix du carburant agricole, de l'imposition et ainsi de suite. Le gouvernement doit s'intéresser davantage à la production alimentaire.

\* \* \*

[Français]

**LES RESSOURCES MINIÈRES**

L'INSTALLATION DE NOUVELLES COMPAGNIES D'ALUMINIUM AU QUÉBEC

**M. Pierre Gimaiel (secrétaire parlementaire du ministre d'État (Mines)):** Monsieur le Président, lors d'un discours qu'il prononçait à Montréal cette semaine, le ministre de l'Industrie et du Commerce du Québec, M. Rodrigue Biron, annonçait qu'il a mis sur pied un groupe spécial de fonctionnaires qui auront pour devoir d'aller rencontrer les représentants des principales compagnies d'aluminium à travers le monde pour essayer de les amener au Québec. Si je prends la parole à la Chambre aujourd'hui en tant que député de Lac-Saint-Jean, c'est pour signaler au ministre provincial de l'Industrie et du Commerce que l'aluminium a toujours été une

vocation essentielle dans ma région. Plus de 10,000 personnes au cours des ans ont travaillé dans le domaine de l'aluminerie au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Dans ma circonscription, plus précisément à Alma, nous avons perdu 600 emplois sur les 1,200 qu'il y avait de disponibles. Mon inquiétude, monsieur le Président, c'est que le gouvernement du Québec, dans sa promotion à travers le monde pour amener de nouvelles compagnies d'aluminium dans ma province, semble oublier de présenter le Saguenay-Lac-Saint-Jean comme étant une région potentielle de développement dans ce domaine. Je trouve cela malheureux parce que, tout de même, les infrastructures qui ont été mises en place par le gouvernement fédéral, que ce soit pour le gaz ou qu'il s'agisse des installations portuaires ou aéroportuaires, permettent à de nouvelles compagnies de venir se joindre à la compagnie Alcan, d'autant plus que nous savons très bien que l'Alcan se doit de moderniser ses installations pour être concurrentielle et qu'il en résultera des pertes d'emplois, comme cela se passe déjà depuis quelques années. Je demande donc instamment au gouvernement de la province de Québec de ne pas oublier ceux-là mêmes qui ont été les formateurs des principaux fabricants, des principales compétences en aluminium au Canada et dans la province de Québec; j'ai nommé les gens du Saguenay-Lac-Saint-Jean qui l'ont d'ailleurs très fortement appuyé...

**M. le Président:** A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député. La parole est à l'honorable député de Saskatoon-Est.

\* \* \*

[Traduction]

**LES DROITS DE LA PERSONNE**

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE SOUTENIR LA CONFÉRENCE DE L'ASSOCIATION LATINO-AMÉRICAINE

**M. Bob Ogle (Saskatoon-Est):** Monsieur le Président, je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur la prochaine conférence de l'Association latino-américaine des droits de l'homme qui se tiendra à Montréal à compter de demain et qui se poursuivra jusqu'à dimanche. C'est une conférence d'autant plus importante qu'elle amène chez nous des Latino-Américains de renom dont les vice-présidents de la Bolivie et de l'Équateur. Elle fournira l'occasion d'envisager des initiatives visant à défendre les droits de la personne et à établir la paix d'une façon équitable à la fois pour les Latino-Américains et leurs collègues américains.

Une chose nous préoccupe en ce qui concerne les préparatifs de cette Conférence. Même si ses organisateurs, l'Association latino-américaine des droits de l'homme et la Ligue des Droits et Libertés, l'Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix, et le Inter-Church Committee on Human Rights in Latin-America, les organismes canadiens qui coparraineront la conférence ont demandé à plusieurs reprises au ministère des Affaires extérieures une aide financière limitée et la participation de hauts dignitaires, ils n'ont pas reçu les fonds promis et la participation des représentants du gouvernement n'a pas été confirmée.

Étant donné l'importance de nos visiteurs d'Amérique latine et la portée des questions qui seront abordées, j'ai du mal à comprendre cette attitude. Ce manque d'enthousiasme évident m'ennuie beaucoup et j'invite donc le secrétaire d'État aux